



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rapport de la Zone franc 2009

Le rapport annuel de la Zone franc pour l'année 2009 vient de paraître. Établi par le Secrétariat du Comité monétaire de la Zone franc - assuré par la Banque de France -, ce rapport décrit les principales évolutions économiques et financières des pays membres durant l'exercice écoulé et présente les perspectives pour l'année en cours¹.

La récession économique globale observée en 2009, qui s'est traduite par un recul du PIB mondial de 0,6 %, a débouché sur un ralentissement sensible de la croissance économique en Afrique sub-saharienne ainsi que dans les pays de la Zone franc.

Les économies de la Zone franc ont bien résisté à la crise économique et financière internationale

Affectées principalement par la baisse du commerce international et des termes de l'échange moins favorables, les performances des économies de la Zone franc en matière de croissance, bien qu'en recul par rapport à 2008, sont ressorties en ligne, voir légèrement supérieures à celles de l'Afrique sub-saharienne, le PIB réel progressant en 2009 de 2,8 % pour l'UEMOA (après 3,8 % en 2008) et de 2,1 % pour la CEMAC (après 3,9 % en 2008), contre 2,2 % pour l'Afrique sub-saharienne.

Outre la faible intégration de leurs systèmes financiers aux marchés de capitaux internationaux, les économies de la Zone franc ont bénéficié de l'influence de facteurs spécifiques, d'origine interne ou externe, qui ont contribué au soutien de l'activité et donc à la résilience à la crise internationale. Les progrès enregistrés en UEMOA dans la résolution de crises socio-politiques, les effets des annulations de dette résultant de la mise en œuvre des initiatives PPTE et IADM, la poursuite de l'amélioration des politiques économiques, dans le cadre des programmes conclus avec les institutions de Bretton Woods, le dynamisme des investissements privés et publics ainsi que des investissements directs étrangers dans les industries extractives figurent parmi ces facteurs.

Bien qu'en repli, la croissance dans la région UEMOA a bénéficié de la bonne tenue des productions agricoles et du soutien des partenaires au développement

En Afrique de l'Ouest, le ralentissement de l'activité (+ 2,8 % après + 3,8 % en 2008) a avant tout résulté des difficultés rencontrées par les filières agricoles d'exportation, confrontées au recul de la demande extérieure, notamment d'origine asiatique, et à la faiblesse des cours de la plupart des produits.

Toutefois, la bonne tenue de l'agriculture vivrière, la mise en œuvre de programmes d'investissement public dans les infrastructures et l'exécution, par l'ensemble des Etats membres, de programmes économiques appuyés par les partenaires au développement ont soutenu l'activité. En Côte d'Ivoire et au Togo, les progrès enregistrés dans la résolution des crises ont permis à ces États de consolider leurs relations avec les institutions de Bretton Woods. La Côte d'Ivoire a ainsi enregistré une nouvelle accélération de sa croissance (3,8 % après 2,3 % en 2008).

¹ La Zone franc comprend, outre la France, quinze pays africains. Huit d'entre eux composent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Six autres constituent la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale et Tchad. Enfin, la Zone franc comprend également l'Union des Comores. Le rapport de la Zone franc est établi sur la base des données collectées auprès des trois Banques centrales, des deux Commissions bancaires de la Zone et des autorités nationales.

La croissance économique en CEMAC a marqué un sensible ralentissement, lié principalement à un nouveau recul de la production pétrolière

Avec une hausse du PIB réel ramenée à 2,1 % après 3,9 % en 2008, la croissance économique en CEMAC a de nouveau marqué le pas en 2009, du fait principalement de la baisse de 1,2 % de la production de pétrole. L'atonie du secteur pétrolier a freiné la demande globale, en particulier la consommation interne. Les industries extractives et les principales productions destinées à l'exportation ont été également impactées par la chute de la demande mondiale, en premier lieu la filière bois.

La croissance a en revanche été soutenue par le dynamisme des investissements privés, essentiellement dans les secteurs pétroliers (exploration et développement) et des télécommunications et par l'accélération des programmes d'investissement publics, notamment dans les infrastructures de base.

Sous l'effet de la hausse de la consommation intérieure, l'activité économique aux Comores a connu un léger redémarrage

La hausse du PIB réel s'est établie à 1,1 % après 0,2 % en 2008. Cette évolution reflète avant tout la progression de la consommation intérieure, soutenue par l'essor de l'octroi de crédits et des envois de fonds de la diaspora, et l'augmentation des concours financiers extérieurs.

(Nota bene : trois encadrés, rédigés par les banques centrales, sont consacrés dans le rapport à l'évolution du financement des économies de la Zone franc depuis 2000)

Le rythme d'inflation a nettement décéléré, s'inscrivant sensiblement en-deçà de celui observé dans les autres pays d'Afrique sub-saharienne

Les tensions inflationnistes observées en 2008 dans les pays de la Zone franc ont décéléré en 2009, sous l'effet du ralentissement de l'activité économique et du recul des cours mondiaux des matières premières et des prix des produits alimentaires.

Reflétant les effets stabilisateurs du système de change et de l'ancrage à l'euro, le mouvement de désinflation a été plus rapide en Zone franc que dans le reste de l'Afrique sub-saharienne, portant le différentiel d'inflation à plus de 9 points en faveur de l'UEMOA et à plus de 6 points en faveur de la CEMAC. Ainsi, en 2009, la Zone franc a continué d'enregistrer de meilleurs résultats en matière de lutte contre l'inflation que l'Afrique sub-saharienne².

Les performances de la Zone franc en termes d'inflation s'inscrivent dans la durée : sur la période 1997–2009, le taux d'inflation annuel moyen a été inférieur à 3 % en CEMAC et en UEMOA, contre environ 11 % pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne. La stabilité des monnaies de la Zone franc, grâce à l'ancrage à l'euro, permet de contenir l'inflation importée, mais aussi la pression de la demande interne et contribue ainsi décisivement à la stabilité des prix.

L'orientation des politiques monétaires s'est assouplie en réaction à la crise

A partir de la fin de 2008 et au cours de l'année 2009, des ajustements graduels ont été opérés dans la conduite des politiques monétaires. En réaction à la crise, les banques centrales ont progressivement assoupli les conditions de refinancement des établissements de crédit. La surliquidité structurelle du système bancaire a cependant constitué une protection contre la crise.

² Hors Nigéria et Afrique du Sud.

Ainsi, la BCEAO a poursuivi ses opérations hebdomadaires d'injection de liquidités et organisé, à partir du second semestre 2009, des adjudications à taux fixe et pour des montants illimités sur le guichet à un mois. Ses principaux taux directeurs ont par ailleurs été abaissés de 50 points de base en juin 2009.

L'affaiblissement progressif des anticipations d'inflation, lié au retournement conjoncturel observé à compter du dernier trimestre 2008, a conduit la BEAC à abaisser ses taux d'intérêt directeurs à quatre reprises (en décembre 2008, en mars et juillet 2009 puis en juillet 2010), cette baisse cumulée représentant 150 points de base.

Traduisant l'impact des mesures contra-cycliques adoptées afin de limiter les effets de la crise, la situation des finances publiques s'est globalement détériorée

En UEMOA, la hausse des dépenses courantes liée à l'accroissement de la masse salariale et à l'importance des transferts et subventions, notamment en faveur du secteur de l'énergie et des filières agricoles, et le maintien d'efforts substantiels en matière d'investissement public ont conduit à une détérioration des soldes budgétaires. Le déficit du solde global base engagements (hors dons) a atteint 6,3 % du PIB, contre 4,6 % l'année précédente.

En CEMAC, la poursuite de politiques volontaristes d'investissement public, alors même que les recettes pétrolières connaissent une forte diminution, s'est traduite, pour la première fois depuis 1999, par l'apparition d'un déficit budgétaire (base engagements, hors dons) de 0,8 % du PIB en 2009, après un excédent de 11,1 % du PIB en 2008.

La croissance économique devrait connaître un rebond en 2010, dans un contexte de reprise de l'activité au plan mondial

Dans un contexte international marqué par une reprise de l'activité économique et dans la mesure où le redressement progressif de l'économie mondiale s'accompagne d'une remontée des cours des matières premières exportées par les pays de la Zone franc, cette région devrait connaître une accélération de sa croissance économique en 2010.

Sous réserve d'une hausse de la production et des exportations de pétrole brut, les économies de la CEMAC devraient croître à un rythme sensiblement plus soutenu, avec une hausse du PIB réel de 4,1 % en 2010 selon la BEAC. Les tensions inflationnistes devraient légèrement décélérer, la hausse des prix étant attendue autour de 3,6 % en moyenne annuelle.

Les économies de l'UEMOA devraient également enregistrer une amélioration de leurs performances de croissance, le PIB réel devant s'accroître de 3,6 % selon la BCEAO. Ce résultat serait favorisé par l'augmentation des productions vivrières, la vigueur de la production minière et la poursuite des programmes d'investissement public, soutenant l'essor du secteur du BTP. Les tensions sur les prix devraient s'atténuer, avec un taux d'inflation de 1,2 % en moyenne annuelle.

Aux Comores, la préservation d'une relative stabilité politique, l'amélioration du climat des affaires et le maintien de l'appui financier des partenaires au développement devraient favoriser en 2010 la poursuite de la reprise de l'activité économique, avec une hausse attendue du PIB réel de 1,5 % selon le FMI. Les tensions inflationnistes devraient être contenues à 2,1 % en moyenne annuelle.

La version électronique du rapport est disponible en ligne sur Internet :
<http://www.banque-france.fr/fr/eurosys/zonefr/rapport-annuel-zone-franc.htm>

Pour plus de renseignements :

Direction de la Communication, Service de presse (00 33 (0)1 42 92 39 00)

ANNEXE

Principaux indicateurs économiques

(en pourcentage)

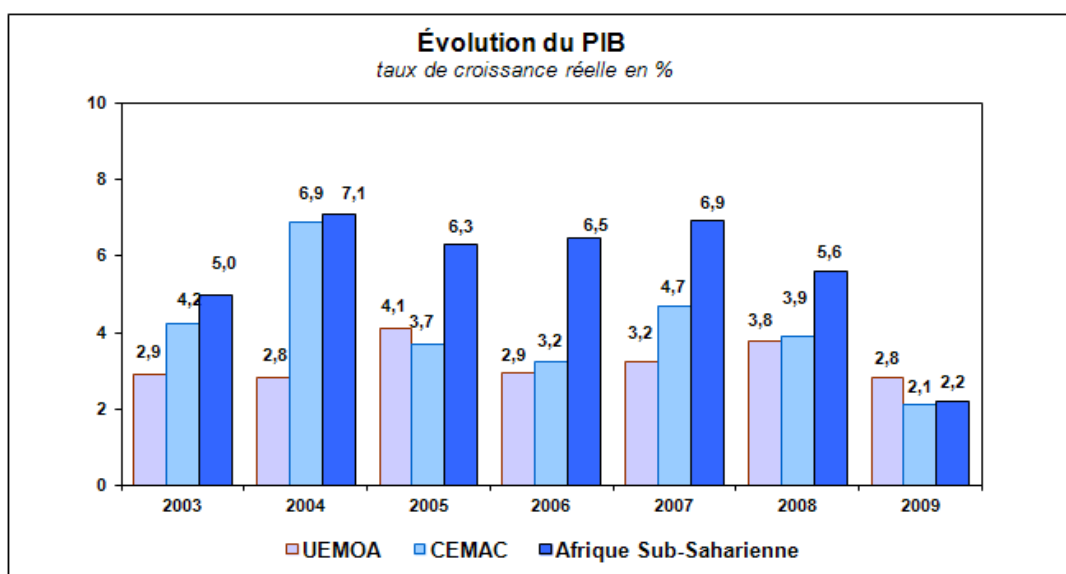
	Croissance du PIB réel (en %)		Inflation (en %) *		Solde budgétaire (en % du PIB) **	
	2008	2009 ^(a)	2008	2009 ^(a)	2008	2009 ^(a)
UEMOA	3,8	2,8	7,4	1,1	-1,9	-2,5
CEMAC	3,9	2,1	5,9	4,3	11,6	0,9
Afrique sub-saharienne	5,6	2,2	11,6	10,6	0,2	-5,9

* Variation des prix à la consommation, en moyenne annuelle

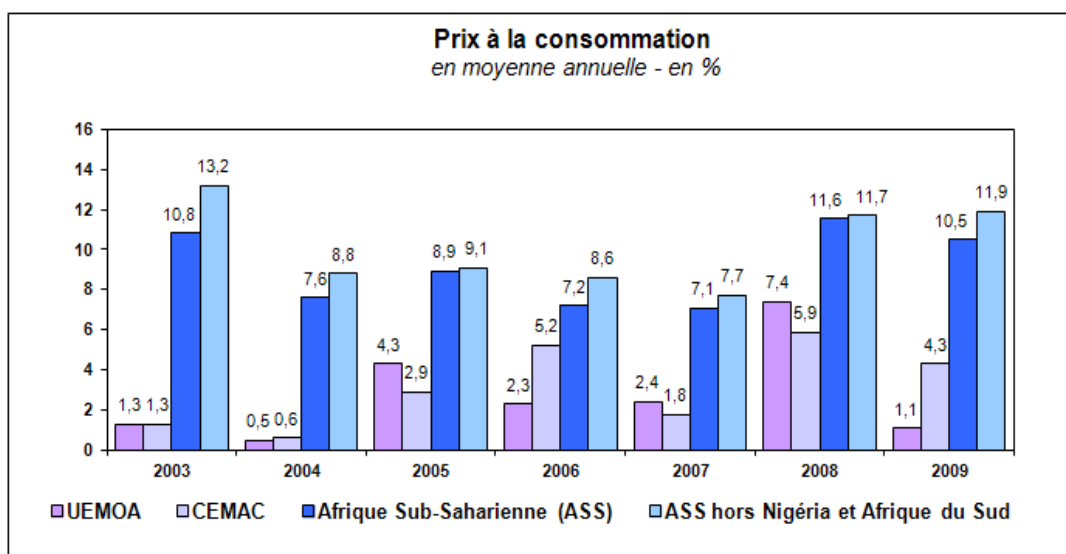
** En base engagements, dons compris

^(a) Chiffres provisoires

Sources : BCEAO, BEAC, FMI : Perspectives économiques régionales avril 2010, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour juillet 2010.



Sources : Banques centrales ; FMI : Perspectives de l'économie mondiale avril 2010, mise à jour juillet 2010



Sources : Banques centrales ; FMI : Perspectives de l'économie mondiale avril 2010